

## Fermeture d'ArcelorMittal à Reims : «Nous, les ouvriers, on est toujours les premiers à trinquer»

Damien Dole, Julien Lecot

**Au lendemain de l'annonce de la fin probable des activités du site, les employés accusent le coup ce mercredi 20 novembre. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur leur avenir et craignent des fermetures à la chaîne.**

A l'entrée d'un grand parking du site d'ArcelorMittal Centres de services, dans la périphérie de Reims, palettes et pneus brûlent en silence. Ils sont une trentaine, un casque orange sur la tête étiqueté à leur nom, à regarder ce mercredi midi une épaisse fumée noire s'en dégager dans une ambiance d'enterrement. Un ouvrier souffle, en direction d'un autre ;: «*C'est le bordel, hein ;? On ne s'y attendait pas à celle-là. T'es là depuis quand déjà toi ;?*» «Huit ;ans. Huit ;ans, et au revoir.»

La nouvelle a été annoncée mardi 19 novembre dans l'après-midi aux représentants du personnel lors d'une réunion, en visio, du Comité social et économique (CSE). A l'ordre du jour, un motif flou et inquiétant ;: la réorganisation de la société «*du fait de sa situation économique et financière*». «*On nous a expliqué, longtemps, le contexte, les difficultés du secteur de l'automobile et de l'industrie. Et à la fin on nous a annoncé d'un ton monocorde que [deux sites allaient fermer ;: le nôtre et celui de Denain](#)*», raconte Agnès Laurent, élue Force ouvrière qui a participé à la réunion.

Contacté par *Libération*, ArcelorMittal Centres de services a confirmé qu'un CSE avait bien eu lieu mardi pour informer ses membres d'un «*projet de réorganisation de la société et d'adaptation de ses capacités de production*» avec un «*possible arrêt des sites*» de Reims et Denain. Du côté des syndicats, on assure que lors de la réunion le ton était beaucoup plus affirmatif, ne laissant aucun doute quant au devenir des deux sites ;: 130 emplois seraient amenés à être supprimés (100 à Reims et 30 à Denain). Un chiffre qu'ArcelorMittal ne nous a pas confirmé, évoquant simplement la tenue d'une nouvelle réunion lundi 25 ;novembre pour «*limiter l'impact sur l'emploi*».

### «*Tout ce capitalisme qui nous emmerde*»

A Reims, la nouvelle a été reçue comme un coup de massue. La plupart des employés ont été informés de vive voix ou par mail, au sortir du CSE. «*On a retrouvé des gens en pleurs dans les salles de pause*», raconte un salarié. D'autres disent l'avoir appris par hasard, en zappant sur les chaînes d'informations en continu ou par un proche. Certains, enfin, qui n'avaient pas suivi les infos, l'ont carrément découvert ce mercredi matin en arrivant au travail, persuadés de se lancer dans une nouvelle journée à dérouler, comme d'habitude, des bobines d'acier pour les modeler en fonction des commandes des clients.

Steven Denolf, technicien de production, raconte l'avoir appris par un message posté dans la boucle WhatsApp de la CGT, dont il est membre ;: «*J'emmenais mon fils de 2 ans à la gym. On ne raconte jamais de conneries dans notre groupe, mais sur le coup, je n'y ai pas cru.*

*C'est encore dur de s'y faire. Depuis hier, là-haut, ça trotte. C'est un mélange de sentiments. Je suis triste. Etonné aussi de cette annonce. Et puis énervé, en colère, contre tout ce capitalisme qui nous emmerde, nous, les ouvriers. On est toujours les premiers à trinquer.»*

Elu au CSE sous l'étiquette de la CGT, Nicolas Legrain assure, lui, avoir eu du mal à fermer l'œil la nuit dernière. *«On se doutait qu'il allait se passer quelque chose», dit-il. Mais nous annoncer comme ça une fermeture juste avant Noël avec 130 familles qu'on laisse sur le carreau... Pour eux, on n'est pas des ouvriers mais simplement des coûts fixes. Il n'y a pas d'humain derrière.»*

### **«Comment on fait pour retrouver du travail ?»**

Depuis plusieurs mois, les salariés du site se savaient en sursis. L'activité y était en forte baisse – [l'Union](#) parle d'un volume de tonnes d'acier traitées passé de 260 ;000 à 140 ;000 entre ;2021 et ;2023. Avant l'été, ArcelorMittal avait proposé un plan de rupture conventionnelle collective. 65 emplois devaient être répartis sur les huit centres de services de France, dont 31 à Reims. Mais les élus avaient jugé les montants des indemnités proposées par le groupe pas assez élevés et les négociations s'étaient arrêtées. Si tout le monde s'attendait à ce que le sujet revienne rapidement sur la table, personne ne s'attendait vraiment à une fermeture pure et simple.

Alors qu'on évoque un arrêt de l'activité sur le site de Reims autour du deuxième trimestre de ;2025, les employés anticipent des mois compliqués. *«Comment on fait pour retrouver du travail après quinze, vingt ou trente ;ans ;? On n'a plus les codes, on ne sait pas faire», souffle Nicolas Legrain. Certains ont des crédits sur le dos et galèrent déjà aujourd'hui. D'autres sont proches de la retraite et se demandent qui va bien vouloir les embaucher.»* Eric opine du chef. Lui a commencé ici, à Reims, il y a 34 ;ans, quand le site dépassait le millier d'employés et n'appartenait pas encore à ArcelorMittal. Il a aujourd'hui 60 ;ans. Avec la [réforme de ;2023](#), il lui reste encore trois ;ans avant de prendre sa retraite.

Les annonces de mardi soir interviennent après d'autres alertes en France comme en Europe, la direction d'ArcelorMittal invoquant l'acier chinois à bas coût qui a surgi sur le marché et les prix de l'énergie bien plus élevés qu'aux Etats-Unis et en Asie. A [Fos-sur-Mer](#), la direction de l'usine de 2 ;500 salariés a déclaré le 23 ;septembre vouloir réduire de 10 ;% ses effectifs. Du côté du plus gros site en France, à Dunkerque, 2 ;000 salariés du site sur les 3 ;000 que compte l'usine sont en chômage partiel jusqu'à la fin de l'année, a minima.

### **Peur de «l'effet boule de neige»**

D'aucuns craignent que la face immergée de l'iceberg d'acier soit bien plus importante. Malgré des lettres d'intention et des communiqués, plusieurs projets de décarbonation, indispensables au maintien de la filière en Europe au vu des exigences de l'UE concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ne semblent plus avancer. *«Lors du comité d'entreprise du 14 ;novembre on nous a dit que l'investissement de plusieurs milliards d'euros prévu pour le verdissement d'ArcelorMittal Gand ne se réaliserait pas»,* assurait à [l'Echo](#) Frank Van Dorsselaer, secrétaire du syndicat ABVV-Metal. Et d'ajouter ;: *«A court terme, il n'y aura pas une seule installation DRI [pour le traitement sans charbon du minerai de fer, ndlr] en Europe.»*

La [Commission européenne](#) a pourtant autorisé 3 milliards d'euros d'aides d'Etat depuis ;2022 en faveur de la décarbonation des usines ArcelorMittal, dont une de 850 ;millions de la part de Paris fin ;2023 pour la construction à Dunkerque d'une usine de réduction directe et de deux fours à arc électrique d'ici 2026. La CGT de l'usine, qui dénonce l'inertie de la direction, souhaite d'ailleurs lancer depuis des mois un droit d'alerte au CSE afin notamment d'obtenir des garanties sur l'avenir des projets de décarbonation. *«On s'attend à d'autres annonces d'ampleur, à un désengagement global , résume du côté de Reims Agnès Laurent. Ça va faire effet boule de neige. ArcelorMittal se désintéresse de l'Europe, donc de la France pour s'implanter dans des pays plus cléments, avec des normes environnementales et sociales beaucoup plus souples, en Amérique du Nord, au Brésil et en Inde. Ceux qui payent les pots cassés, c'est nous, avec une Europe qui ne défend pas l'industrie.»* L'entreprise compte plus de 15 ;000 salariés en France et 150 ;000 dans le monde.

Une employée d'un autre site d'ArcelorMittal à Reims, passée ce mercredi soutenir les salariés des centres de services, dit elle aussi s'attendre à des suppressions de poste dans sa branche :: *«Il y a quelques mois, on était tout fier d'être sponsor des Jeux olympiques et d'avoir fait [les anneaux pour la tour Eiffel](#). La magie des JO, ça paraît loin.»* Avec d'autres entreprises françaises à la peine ([Michelin](#) , Auchan, Vercolex...) et les [milliers d'emplois menacés](#) selon le ministre de l'Industrie, le contexte global n'aspire pas à l'optimisme. *«On va être tellement nombreux sur le marché du travail... On va être payés au ras des pâquerettes et ça sera marche ou crève»* , anticipe déjà Steven Denolf.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)

**Illustration(s) :**